l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F | Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | N° 375 mardi 25 novembre 1975

A PARIS, VICTOIRE DES POSTIERS

LE DRAPEAU N'A PAS ETE MIS EN BERNE POUR FRANCO

Recette principale des PTT de Paris :

Le 22 novembre 1975, vers 6 heures du matin, la section CGT de Paris RP distribue à la porte de l'entreprise le tract suivant aux facteurs qui prennent leur service :

«Suite à la mort de Franco, le gouvernement français a pris hier soir une décision scandaleuse. Mettre le drapeau en berne pour les obsèques du représentant le plus résolu du fascisme à notre époque. Les postiers, comme la majorité des Français, ne peuvent en aucune condition accepter cela.

»Nous demandons à tous de réagir vivement et de participer à la réunion du personnel qui aura lieu à 6heures 15, devant la table d'ouverture du 2ème arrondissement.

»A Paris RP, 1 heure du matin.»

Les préposés et responsables CFDT s'étonnent que leur section n'ait pas été contactée au cours de la nuit ou au petit matin. C'était possible : des militants et responsables CFDT travaillent dans les brigades de nuit. La remarque en est faite au responsable CGT qui invoque des arguments techniques d'horaires et de rapidité d'intervention. Malgré cela la CFDT accepte de participer à l'assemblée générale. De très nombreux facteurs et préposés-acheminement y participent. L'AG se déroule sur le tas pendant plus d'une demi-heure à la surprise totale de l'administration et de l'encadrement, qui renoncent à faire prendre le travail.

Tout d'abord le responsable CGT de la distribution donne lecture d'une intervention condamnant la décision gouvernementale, stigmatisant la complicité de Giscard-Chirac et appelant au soutien

(Suite page 8)

«SÉCURITÉ SOCIALE» MAUVAIS COUP EN PRÉPARATION

Fourcade, le ministre des impôts, a vendu la mèche. Présentant vendredi dernier le budget au Sénat, il a déclaré que le «déficit» de la Sécurité sociale atteint maintenant les 9 milliards et il a ajouté : *«la solution courageuse consisterait à faire appel aux ménages et non pas aux entreprises.»*

Cherchant à préparer l'opinion publique, Fourcade a ainsi dévoilé le plan en préparation pour augmenter les impôts d'une façon «discrète», par l'augmentation des cotisations des assurés à la Sécurité sociale.

Il faut avouer qu'une telle déclaration ne manque pas de cynisme, surtout quand on sait que dans le même temps le gouvernement fait courir le bruit qu'il faut se préparer à une limitation du nombre des maladies remboursées.

Car il faut savoir que l'État capitaliste utilise largement les fonds de la Sécurité sociale pour financer des travaux autrefois financés avec les rentrées des impôts : ainsi par exemple pour la construction d'hopitaux. Les hopitaux sont destinés à l'ensemble de la population et ils sont appelés à durer ; mais c'est avec les sommes prélevées aujourd'hui que des investissements à long terme sont faits. Alors où est le déficit pour les capitalistes ? Question qu'il faut poser avec insistance quand on sait que la Sécurité sociale finance certaines recherches qui profitent à des trusts pharmaceutiques ou encore qu'elle paye dans une large mesure de scandaleuses cliniques privées au sein même des hopitaux.

Et encore ce ne sont que des exemples.

Depuis longtemps une campagne de presse habile est menée par la bourgeoisie pour diminuer les remboursements de la Sécurité sociale et accumuler ainsi des profits plus importants au détriment de la santé du peuple. Déjà chacun sait à quel point sont interminables les attentes pour se faire rembourser. Les médicament sont de plus en plus chers et c'est souvent qu'il est impossible d'avancer l'argent nécessaire à leur achat. Alors beaucoup de travailleurs hésitent à aller voir le médecin bien qu'ils cotisent régulièrement à la Sécurité sociale.

Mais cela ne suffit pas, la bourgeoisie veut dégager là aussi le profit maximum et c'est cela qu'elle prépare depuis des années. Fourcade a eu le tort d'en parler. Chirac, lui, se souvient bien qu'en 1968, la réforme antipopulaire préparée pour la Sécurité sociale n'avait pas été pour rien dans la colère des masses. Il aurait donc préféré faire le coup en douce.

PORTUGAL : VIGILANCE ACCRUE DEVANT UN COUP D'ÉTAT ET LA GUERRE CIVILE

Une manifestation de 50 000 personnes a eu lieu hier à Lisbonne pour protester contre l'activité du parti pro-soviétique de Cunhal et de ses alliés trotskystes.

Ceux-ci réclament la constitution d'un nouveau gouvernement : Cunhal a dit que le Front uni «révolutionnaire» trotskyste (FUR) devait y participer. Le secrétaire provisoire des «commissions de travailleurs» organismes montés par le PCP et ses alliés appelle les travailleurs de Lisbonne à appuyer cette exigence par une grève de deux heures aujourd'hui lundi 24 novembre.

Par ailleurs les manifestants ont protesté contre le refus du général de Carvalho d'appliquer les décisions du Conseil de la révolution qui lui enlevait vendredi dernier le commandement militaire de la région de Lisbonne. Faisant allusion au fait que le général de Carvallo a été instructeur de la Légion portugaise, les manifestants ont scandé : *«Nous voulons des révolutionnaires pas des légionnaires.»*

Enfin le secrétaire général du Parti socialiste, Soarès, a affirmé qu'en raison d'une certaine politique «aventuriste» et «gauchiste» le danger d'un coup d'État réactionnaire était «pressant». Actuellement la CIA pour ne pas laisser les forces pro-soviétiques avancer suscite un mouvement sécessionniste aux Açores. Nombre de Portugais craignent un coup d'État pro-américain ne soit le signal de la guerre civile qui verrait le Portugal coupé en deux avec les forces pro-soviétiques tenant le sud et les forces pro-amérivaines le nord.

Il est aisé de mesurer l'importance de la situation pour tous les peuples européens qui veulent la révolution tout en refusant d'être l'instrument de l'une ou l'autre des superpuissances.

(Article page 6)

APRES LE 24ème CONGRES DE LA FÉDÉRATION CFDT D'EDF-GDF :

Approfondir la lutte contre le revisionnisme

Le 24è congrès de la Fédération CFDT d'EDF-GDF s'est tenu du 18 au 21 novembre. Les camarades qui y ont participé présentent ici un premier bilan.

Comme nous l'avions déjà indiqué (1), le congrès devait lever certaines ambiguïtés sur des points importants tels l'unité d'action, les formes de lutte, etc.

Les 450 délégués qui assistaient à ce congrès l'avaient sérieusement préparé. Mais les méthodes de travail n'ont pas favorisé la clarté des débats. C'est ainsi que 140 motions ou amendements ont été examinés de la même façon, qu'il s'agisse de points de détail, de forme, ou, au contraire, de problèmes fondamentaux. La discussion de ces amendements ou motions s'est étalée sur deux jours, mais les points principaux sur la pratique syndicale, les formes de lutte, l'unité d'action, n'ont été abordés que le soir du 3è jour, et en 3 heures seulement !

L'ordre du jour, il est vrai très chargé, a dû être modifié. C'est ainsi que les commissions, où un débat pouvait avoir lieu de manière plus approfondie, ont été supprimées. Tout le congrès s'est tenu en séance plénière, ce qui veut dire limitation du temps de parole des délégués : ce n'est pas en 8 minutes et à 450 présents que l'on peut débattre correctement de l'unité d'action !...

Par ailleurs, il est apparu très clairement que les responsables de la Fédération ont cherché à influencer directement les prises de position du congrès :

— par les méthodes de travail qui ne pouvaient permettre un débat clair.

— en opposant la province «réaliste» à la région parisienne «théoricienne».

— en éludant les débats de fond par des critiques «de forme»

— en prenant assez souvent argument de l'unité d'action au sommet avec la Fédération CGT pour éviter des prises de position trop «marquées» (refus de chiffrer la revendication d'augmentations égales pour tous).

Malgré ces manœuvres, le congrès a été marqué par un certain développement du courant antirévisionniste. Néanmoins de nombreuses ambiguïtés persistent.

Au cours du congrès... (photo L. Le Guernevé).

UN CERTAIN DÉVELOPPEMENT DU COURANT ANTIRÉVISIONNISTE

Les interventions des différents délégués présents au congrès, comme les votes qui ont eu lieu, ont montré qu'un courant antirévisionniste avait tendance à se développer dans la CFDT. Cela s'est vu, dans le congrès, à de nombreuses reprises :

— prise de position unanime pour des augmentations égales pour tous (2).

— refus de reprendre la position des dirigeants révisionnistes sur le nucléaire (2).

— affirmation qu'«une organisation syndicale ne saurait être partie prenante d'un programme de gouvernement», ce qui signifie clairement le refus du Programme commun bourgeois.

— volonté de lutter pour la satisfaction des revendications et de ne pas se contenter des grèves de 24 heures sans lendemain, que programment, de temps en temps, les dirigeants révisionnistes de la Fédération CGT.

— critiques de l'unité d'action systématique avec la Fédération CGT, c'est-à-dire du «suivisme» par rapport à la ligne bourgeoise du faux parti communiste français ; la pratique totalement bourgeoise des dirigeants CGT à la CCAS (3) et dans les activités sociales à tous les niveaux , leur hégémonisme, l'utilisation des fonds de la CCAS à leur propre profit, ont été l'objet de nombreuses interventions.

— prise de position claire contre l'unification syndicale et au contraire affirmation que «la priorité des priorités est le renforcement de la CFDT».

Par ailleurs une délégation de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), invitée au congrès, a montré, dans son intervention chaleureusement applaudie, la nécessité de relier la lutte de classes en France à la lutte contre l'impérialisme des peuples et pays du tiers monde.

MAIS LES AMBIGUITÉS SONT LOIN D'AVOIR ÉTÉ LEVÉES

Malgré ces faits positifs, et compte tenu des manœuvres de la Fédération pour éluder les principaux points du débat, ce congrès n'a pas levé les ambiguïtés (2). Ainsi :

— Le seul texte voté au congrès à propos de la CGT et de l'unité d'action est : «La Fédération recherchera l'unité d'action, sur des objectifs précis et par des formes de lutte efficaces, et en priorité avec la Fédération CGT qui, comme elle, se situe sur une base de classe.» Le moins qu'on puisse dire est que le congrès n'a pas clarifié grand chose et que ce paragraphe permet toutes les pratiques, y compris le suivisme systématique de la ligne bourgeoise des dirigeants révisionnistes.

— Le congrès s'est terminé sans que des objectifs clairs et mobilisateurs aient été adoptés : les différentes propositions faites par les délégués n'ont certes pas été repoussées, mais renvoyées à des débats ultérieurs. C'est ainsi que la grève de 24 heures du 27 novembre, décidée par les deux fédérations CGT et CFDT avant le congrès, restera axée autour de la «défense et consolidation des nationalisations».

— Malgré de nombreux apports des délégués, aucun texte ne sort du congrès sur les formes de lutte, les moyens à employer pour à la fois faire céder la bourgeoisie monopoliste et pour préparer la seule issue à la crise : la révolution prolétarienne.

— Au total les dirigeants de la Fédération ont tout fait pour garder les mains libres et ne pas avoir de mandats trop précis, ce qui a une claire signification : face au rapport de forces entre les fédérations CGT et CFDT à EDF-GDF, le «suivisme» par rapport à la ligne révisionniste risque de se poursuivre, malgré les nombreuses interventions qui exigeaient un développement autonome de la CFDT.

En conclusion, si le congrès a marqué un développement certain du courant antirévisionniste dans la CFDT, il a montré aussi que l'influence du révisionnisme existe bien. Ceci implique que nous devons amplifier la lutte contre les dirigeants du faux parti communiste français, mais aussi que nous devons combattre son influence au sein de la CFDT.

Cependant il apparaît, à la lumière de ce congrès, que les contradictions existant à l'intérieur de la CFDT ne sont pas antagoniques et que nous devons nous employer à les résoudre par la discussion.

Des communistes marxistes-léninistes d'EDF-GDF.

Notes :
(1) Cf. HR Nos 370 et 371.
(2) Cf. HR Nos 372 et 374.
(3) Caisse centrale d'activités sociales, gérée essentiellement par les dirigeants de la Fédération CGT d'EDF-GDF.

A l'Alsthom St-Ouen

UNE BUVETTE POUR LA MORT DE FRANCO

Contrairement à ce que prétend la propagande bourgeoise à la télé et dans les journaux, c'est avec une grande joie que les peuples d'Espagne ont accueilli la mort du sinistre Franco.

C'est ainsi que vendredi à l'Alsthom à St-Ouen, les ouvriers espagnols ont marqué d'une pierre blanche l'heureux événement en organisant avant l'heure du repas un apéritif de réjouissance, auquel étaient invités leurs camarades français et immigrés de diverses nationalités. Derrière le «bar» improvisé, était tendu le drapeau de la République espagnole et chacun s'est rendu ensuite à la cantine en arborant un macaron rouge, jaune et violet à la boutonnière.

Cette excellente initiative fait suite au débrayage de protestation contre l'assassinat des 5 militants du FRAP et de l'ETA, elle a permis d'élargir la solidarité antifasciste des travailleurs.

Correspondant HR.

LA PLUS GROSSE IMPRIMERIE DE ROUEN EST OCCUPEE

L'IMRO c'est la plus grosse imprimerie de Rouen, avec 125 ouvriers. C'est aussi une entreprise où la combativité ouvrière est grande et où il y a d'importantes traditions de lutte.

Fin 1974, les premières menaces de licenciement se faisaient sentir.Mais une grève faisait alors reculer le patron et permettait d'arracher la réintégration de plusieurs travailleurs licenciés.

En octobre dernier, le tribunal de Commerce décidait de mettre l'IMRO en liquidation. Les 125 travailleurs devaient alors à nouveau entrer en lutte.

Depuis lors, ils occupent l'usine. Pour les travailleurs de l'IMRO, la situation est claire : il ne s'agit pas de tergiverser, aucun compromis n'est acceptable, les 125 ouvriers doivent être réembauchés.

Les travailleurs mettent tout en œuvre pour populariser largement leur lutte. Comme ils ont la chance de travailler dans une imprimerie, ils tirent eux-mêmes affiches, affichettes, brochures, pour expliquer leur combat. De plus, comme à Caron-Ozanne, ils impriment un journal, «Spécial licenciements», où s'expriment d'ailleurs les travailleurs en lutte d'autres entreprises.

Leur grève est très active : chaque matin une assemblée générale réunit l'ensemble du personnel et fait le point, des commissions de travail ont été mises en place, etc. En un mot, les ouvriers s'organisent pour obtenir gain de cause, coûte que coûte.

La lutte s'étend en Isère

GRENOBLE

Les éboueurs sont en grève depuis le 12 novembre pour obtenir une augmentation de 130 F, l'augmentation des effectifs, le refus du travail le dimanche qui est une détérioration notable des conditions de travail.

L'action continue, et c'est par un vote acquis à la grande majorité que les éboueurs grenoblois ont décidé la poursuite de la lutte jusqu'à entière satisfaction.

* * *

CHEZ NEYRPIC

Chez Neyrpic, filiale de l'Alsthom, les travailleurs qui réclament entre autres une réduction d'horaires et l'augmentation des salaires viennent de s'engager dans la lutte.

Pour eux, les avantages acquis, garantis par la loi, ont été liquidés lors de l'absorption par l'Alsthom.

* * *

DANS LA CONSTRUCTION...

Nombreuses actions revendicatives. Ainsi, depuis le 12 novembre, les travailleurs de l'entreprise Itrafor-Cofor, aménagement EDF au Cheylas, sont en grève pour l'augmentation de leurs salaires...

A l'entreprise Pascal, le secteur des Buttes est en grève depuis le 14 novembre, pour l'augmentation des salaires, diminution du temps de travail sans perte de salaire.

Chez Montalev : aux ateliers de Voreppe, chez Balthazard et Côte à Sassenage, à l'entreprise Haour, des actions se préparent également contre les licenciements.

COLMAR UN MEETING CONTRE LES LICENCIEMENTS ET LE CHOMAGE

C'est autour de ce thème que l'UIB-CFDT de Colmar a rassemblé, au cours d'un meeting le 15 novembre, une centaine d'adhérents et sympathisants.

Déjà les sections CFDT et CGT de TIMKEN-France à Colmar ont exigé et obtenu la réintégration d'un ouvrier algérien, jeté à la rue pour raison de santé : il ne pouvait plus travailler en équipe de nuit !

Des travailleurs de Rhône-Poulenc Chalampé sont intervenus au meeting avec des diapositives sur leur grève de 3 semaines avec occupation de l'usine. Malgré la répression et les flics, une victoire a été remportée : suppression du chômage partiel (un jour sur dix).

Au ministère de l'Education :

La CFDT critique les dirigeants de la CGT

Malgré la rupture de l'unité syndicale par les dirigeants de la CGT, la mobilisation des travailleurs de l'Administration centrale du ministère de l'Education nationale a fait reculer Haby. En effet, le système de contrôle, ouverture des portes d'entrée uniquement sur présentation de la carte d'identité professionnelle, n'a pas été, jusqu'à présent, appliqué. Cependant, la trahison révisionniste n'a pas permis d'obtenir la victoire sur toute la ligne et l'administration peut tenter d'appliquer le contrôle s'il n'y a plus une mobilisation suffisante.

Consciente de cela, la section CFDT a publié un appel aux travailleurs pour une mobilisation constante en vue d'arracher l'abandon définitif du système de contrôle policier. D'ores et déjà les militants CFDT sont présents tous les matins à l'entrée du ministrère pour organiser la riposte immédiate en cas de besoin.

Par ailleurs, dans le même tract, la CFDT a porté à la connaissance des travailleurs ses désaccords avec les dirigeants de la CGT. Elle a notamment déclaré :

«Nous sommes en désaccord sur le principe même du contrôle. Le principal dirigeant de la CGT n'a-t-il pas déclaré au cours de la première assemblée générale qu'avec un autre gouvernement (sous-entendu d'Union de la gauche) il faudrait faire un contrôle et «protéger» les bâtiments ? Nous récusons formellement tout contrôle des travailleurs quelle que soit la couleur affichée du gouvernement...

»La CGT refuse les assemblées générales du personnel comme l'a clairement affirmé son dirigeant lors de l'assemblée générale du 24 octobre, car selon lui une assemblée générale «ce n'est pas démocratique». Ce n'est que contrainte et forcée qu'elle a dû en subir deux, mais elle a strictement refusé l'assemblée générale qui doit se réunir pour appuyer la délégation chez le ministre.

»Nous rejetons totalement cette position qui vise à substituer bureaucratiquement les organisations syndicales aux travailleurs et la négociation à la lutte. Pour la CFDT, c'est aux travailleurs réunis pour la lutte d'en définir les objectifs et les modalités. C'est là la véritable démocratie directe ! C'est la forme actuelle de la société que nous voulons construire, une société où tout le pouvoir appartient aux travailleurs.

»Enfin l'assemblée générale c'est le lieu où les organisations syndicales doivent faire la preuve de la justesse de leurs propositions et rendre compte de leur action devant les travailleurs (...)

»Nous sommes aussi en désaccord sur la question de l'unité. Pour la CFDT ce qui est primordial, c'est le contenu de l'unité. L'unité au sommet pour les fameuses grèves de 24 heures ou journées d'action sans lendemain : aucun intérêt. Par contre, OUI à l'unité d'action sur la base des revendications concrètes exprimées par les travailleurs, comme c'est le cas actuellement. Quant à la forme de l'unité, le Conseil national de la CFDT a été clair : «Celle-ci implique une «égalité de responsabilité des «partenaires dans la décision et «le rejet de toute tentative «hégémonique. La CFDT saura «être attentive.»

»Voilà, en toute clarté, exposées nos divergences et le point de vue du Syndicat général de l'Education nationale - CFDT (SGEN-CFDT).

»Aujourd'hui nous disons clairement : l'attitude des dirigeants de la CGT freine le développement du mouvement et fait le jeu de l'administration. C'est pour cela que nous devons entamer la lutte pour l'unité de tous les travailleurs, objectif indispensable pour la victoire de nos revendications, y compris si cette unité doit se réaliser contre la poignée de ceux qui veulent la détruire.»

LA CRISE POLITIQUE DU PCF ④

NOUVELLE TACTIQUE, NOUVEL ECHEC

Les dirigeants du PCF préparent leur XXIIè congrès. A un moment où ils traversent une crise politique. Pourquoi cette crise, comment cherchent-ils à s'en sortir, quels sont leurs objectifs ? Telles sont les questions auxquelles nous répondons dans cette série d'articles.

Les rapports PC-PS étant au centre de cette crise, nous avons rappelé dans nos précédents numéros le passé d'ennemis du peuple qu'est celui des socialistes et montré que les dirigeants du PCF se sont alliés à eux en connaissance de cause. Cette alliance était nécessaire au PCF pour accéder au pouvoir, lui-même étant un parti bourgeois. Il était prêt également à s'allier avec les représentants ouverts des monopoles capitalistes pour accéder au gouvernement, comme l'a montré la politique défendue par Marchais jusqu'au XXIè Congrès du PCF de 1974. Mais cette politique a amené un nouveau rapport de forces favorable au PS. Or il existe certaines contradictions entre les intérêts défendus par le PS et ceux du PCF : celui-ci représente une bourgeoisie bureaucratique liée au social-impérialisme russe. Des contradictions sont survenues parmi les dirigeants du PCF et une nouvelle tactique a été adoptée.

Avec le «rééquilibrage» des forces, comme disait Mitterrand, une nouvelle situation se trouvait créée.

D'abort, c'en était fini du «Programme commun». En 1972, malgré les contradictions d'intérêts existant entre eux, le PS et le PCF avaient besoin l'un de l'autre.

Le PCF, ne pouvant espérer accéder seul au pouvoir, avait besoin de l'alliance avec le PS. Quant à ce dernier, il avait besoin de l'alliance avec le PCF pour redorer son blason. Le «Programme commun» fut donc signé. Il était le produit d'un compromis (d'un *«marchandage», «donnant-donnant»* écrit le socialiste Poperen dans *«L'Unité de la gauche»*) reposant sur le rapport de forces existant à l'époque et qui était plutôt favorable au PCF. Sur les questions faisant l'objet de contradictions, des positions parfaitement inapplicables étaient adoptées. Chacun espérait que le rapport de forces évoluerait en sa faveur et lui permettrait d'imposer son point de vue. Mitterrand ne s'en cachait d'ailleurs pas. Devant le Congrès de l'Internationale socialiste il affirmait que son objectif était de *«refaire un grand Parti socialiste, sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même»*. En 1974, le rapport de forces n'était plus celui qui avait abouti au compromis du «Programme commun», le PCF n'était plus en mesure d'imposer les mêmes concessions au PS. Dans les faits, il n'y avait plus de «Programme commun».

Ce «rééquilibrage» rendait par ailleurs envisageable la perspective d'un PS se passant du PCF et en mesure de former un gouvernement soit seul, soit en alliance avec les «centristes».

Il correspondait à ce qu'attendait Giscard d'Estaing qui a toujours affirmé sa volonté de rallier les socialistes. De même, il répondait à l'attente d'un Lecanuet qui a pu affirmer : *«Je combattrai jusqu'à ce que les socialistes entrent dans cette majorité et je vous fiche mon billet que cela se fera»*. Lecanuet avait de solides raisons d'affirmer cela. D'abord, avant de recourir à l'«Union de la gauche», les socialistes et Defferre en particulier avaient tenté dans les années 60 de s'unir avec Lecanuet. Ensuite, leur collaboration, en dépit de l'«Union de la gauche», n'avait jamais cessé puisque dans un grand nombre de municipalités ils étaient alliés. Ainsi se trouvait rendue possible pour la bourgeoisie la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale excluant le PCF.

Cette nouvelle situation amena le développement de contradictions au sein de la direction du PCF. La politique impulsée par Marchais était remise en cause et une nouvelle tactique était mise en place, sous la houlette de Leroy, à l'occasion de la préparation de la tenue du XXIè Congrès du PCF. Elle allait dominer durant un an. Ses objectifs étaient : *réduire l'influence du PS et renforcer celle du PCF.*

LA NOUVELLE TACTIQUE

Le PS devenait l'objet d'attaques multiples ayant pour but d'une part de nuire à la nouvelle image de marque du PS, que les dirigeants du PCF eux-mêmes avaient contribué à créer, d'autre part d'exercer des pressions sur lui en espérant ainsi l'amener à des concessions.

Il s'agissait encore de redorer le blason du PCF auprès de la classe ouvrière. Il était présenté comme un parti «révolutionnaire», le «socialisme» était remis au goût du jour. Il cherchait à se faire passer pour le défenseur des intérêts de la classe ouvrière et recourait à des formes d'action qu'auparavant il taxait de «gauchisme». Citons à titre d'exemple la section du PCF de Renault-Billancourt occupant le château d'eau dominant l'entreprise pour, paraît-il, demander la réintégration d'ouvriers licenciés plusieurs mois plus tôt sans qu'alors le PCF ait fait quoi que ce soit. Et la section du PCF critiquait les syndicats qui n'avaient rien fait, alors que la CGT Renault est dirigée par les responsables du PCF.

Il fallait faire apparaître le PCF comme «le parti de la classe ouvrière». Pour cela, une offensive avait lieu en direction des entreprises, le PCF prenant le pas sur la CGT dans la nouvelle tactique.

Le but était ainsi de démontrer au PS l'influence du PCF dans la classe ouvrière et lui faire comprendre qu'il ne pouvait se passer de lui.

Mais cette nouvelle tactique devait aboutir à l'aiguisement des contradictions avec le PS. Celui-ci, loin de céder aux pressions y répondait dès le début. Dès le début Mitterrand déclarait : *«Je ne regrette pas d'avoir parlé du rééquilibrage il y a dix-huit mois, puisque c'est fait»* et *«nous refusons de marcher sous les coups de fouet»*. Cette attitude tenait au fait que le PS était en mesure de tenir tête à ces pressions.

Tandis que le PCF soutenait les activités putschistes de Cunhal au Portugal et reprenait ses attaques contre le PS portugais, le PS de Mitterrand apportait son soutien à ce dernier.

De plus il maintenait ses alliances avec les centristes dans lesmunicipalités, parlait de gouverner avec Giscard et, dernièrement Defferre recevant le ministre Galley lui déclarait qu'un jour ils pourraient se retrouver ensemble au gouvernement. De même, le PS approuvait les visites de radicaux dits de gauche chez Giscard. On se souvient qu'au terme de ces visites fut vanté le «libéralisme» de Giscard d'Estaing.

Les attaques contre le PS amenaient également les travailleurs à perdre des illusions sur cette «Union de la gauche» en voyant qu'il s'agissait d'une union électoraliste qui recouvrait des divisions profondes. Les attaques du PCF pouvaient en outre donner des arguments au PS pour que, le moment venu, il justifie la rupture de l'Union de la gauche, sans en porter la responsabilité.

Enfin, après un an de cette nouvelle tactique, il apparaissait que loin de produire un recul électoral du PS, elle amenait un nouveau développement de celui-ci et un recul du PCF. Elle aboutissait au même résultat que la ligne suivie jusqu'au XXIè congrès. Les élections de Chatellerault en ont apporté une preuve, le PCF en ayant été éliminé tandis que le PS se renforçait considérablement. Ainsi le PCF se trouvait dans une impasse.

LE ROLE DU XXIIè CONGRES DU PCF

Le rôle du XXIIè Congrès du PCF sera de tenter de l'en sortir. Il aura pour fonction de définir une nouvlle tactique permettant d'arriver au pouvoir, de trancher les contradictions apparues au sein de la direction du PCF. Mais également de tenter de donner de nouvelles perspectives permettant de tromper les masses car le «Programme commun» n'est plus crédible.

Il aura encore un autre rôle. Les contradictions au sein de la direction du PCF et les deux orientations en présence sont le reflet des deux tactiques existant aujourd'hui dans le mouvement révisionniste mondial. On pourrait les caractériser de la façon suivante : d'un côté le «compromis historique» à l'italienne, de l'autre la tactique putschiste à la portugaise.

Pour parvenir au pouvoir, les révisionnistes peuvent utiliser deux voies : l'électoralisme et l'union la plus large avec d'autres courants de la bourgeoisie ou bien le putschisme, les tentatives de coups de force. Si les révisionnistes poursuivent partout le même objectif qu'est l'instauration de la dictature d'une bourgeoisie bureaucratique d'État liée au social-impérialisme russe, ils divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

A suivre...

Demain : «Compromis historique» trahison historique.

LA FIN DE LA COMPAGNIE FRANÇAISE ERAP EN ALGÉRIE

Alger, 13 novembre (AFP).

«Le pétrole algérien a été enlevé à des prix extrêmement intéressants par diverses compagnies étrangères, très nettement au-dessus du prix sur la base duquel Elf-ERAP voulait s'acharner à négocier» écrit jeudi soir l'agence nationale algérienne A.P.S. dans un commentaire intitulé «La fin d'ERAP en Algérie».

«Après le refus de Sonatrach, on peut dire que ERAP a disparu du marché algérien. Ainsi, elle ne pourra plus ressasser de rengaine sempiternelle : cherté du pétrole algérien», ajoute l'A.P.S.

«Le fait que Sonatrach ait fait savoir à ERAP qu'elle n'avait plus de pétrole disponible à vendre, écrit encore l'agence algérienne, sous-entend que la Société nationale algérienne des hydrocarbures a vendu la totalité de sa production pour 1976».

«Nous sommes des commerçants qui vendons aux meilleurs prix, nous ne pouvons bloquer la vente du pétrole algérien jusqu'au jour où ERAP voudra bien en payer le juste prix», a déclaré un responsable de la Sonatrach pour expliquer la rupture définitive entre la Société nationale algérienne et la compagnie d'Etat française Elf-ERAP.

L'agence nationale algérienne A.P.S. qui rapporte ces propos ajoute : «Les négociations Sonatrach-ERAP piétinaient, la société française voulait obtenir un prix de cession privilégié, en dehors des conditions du marché». «Elf-ERAP n'avait pas hésité à lancer une campagne de presse sur le thème du pétrole algérien trop cher».

A.P.S. relate ainsi la fin d'ERAP en Algérie : «En dépit d'un certain nombre d'avertissements qui laissaient sous-entendre à ERAP que Sonatrach était prête à rompre les négociations, la société française n'avait pas perdu l'espoir jusqu'à ce matin d'obtenir du pétrole algérien à un prix nettement au-dessous de celui du marché. Mais ce matin les envoyés d'ERAP à Alger ont appris que Sonatrach n'avait plus de pétrole à vendre.»

O.P.E.P. SOLIDAIRE POUR LA CONFÉRENCE NORD-SUD

Réunis lundi et mardi derniers à Vienne, la Conférence de l'OPEP (Organisation des producteurs et exportateurs de pétrole) a longuement discuté de la position commune à adopter vis-à-vis de la prochaine conférence «Nord-Sud» à l'initiative de la France entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

Les pays producteurs de pétrole se sont également mis d'accord sur une assistance aux autres pays du tiers monde ; un prêt d'un milliard de dollars sera ainsi réparti (crédit à long terme et sans intérêt).

Mais le sujet principal de la discussion était celui de la position de l'OPEP pour une participation indépendante ou non des pays du tiers monde. Certains pays y étaient favorables, mais c'est finalement le point de vue consistant à laisser au groupe des «77» le soin de choisir les représentants de l'ensemble du tiers monde à la Conférence de Paris, sans que l'OPEP accorde son investiture à aucun de ses membres qui a prévalu.

Cette position favorable à l'unité du tiers monde a battu en brèche les idées suivant lesquelles il y aurait aujourd'hui à côté des pays du tiers monde (pays les plus pauvres) un quatrième monde représenté par les pays producteurs de pétrole.

La manœuvre de division du tiers monde a échoué. La réunion de l'OPEP y a contribué et cette décision contribue à son plein succès.

Région Rhône-Alpes :

AGGRAVATION DU CHOMAGE

D'après les chiffres officiels, en un mois le chômage a augmenté de 22,9 % (il a doublé en un an). Parmi les 70 088 demandeurs d'emploi, il y a 33 274 jeunes dont 41,6 % sont à la recherche du premier emploi. L'aide publique ne touche que 27 409 travailleurs.

Parallèlement on assiste à une très forte hausse du chômage partiel : 50 000 personnes touchées, et plus de 190 000 journées de travail perdues.

Il touche principalement le secteur de construction de machines (19 500 personnes et 40 000 journées perdues) et le textile (7 800 personnes et 60 000 journées perdues). D'après l'INSEE le chômage partiel touche 35 % des établissements industriels régionaux.

Les licenciements pour motif économique en septembre ne touchent que 1 898 travailleurs sur les 13 000 nouveaux chômeurs. Belle fumisterie en effet !

Le mouvement semble s'être encore accentué en octobre. Novembre : 15 personnes licenciées à l'imprimerie Lamarsalle à Villefranche, nouvelle vague de 153 licenciements (après ceux de juillet) ; à Ronson-France, fabricant de briquets à Bellegarde dans l'Ain, les travailleurs occupent l'usine (voir HR d'octobre) ; licenciement de 50 travailleurs à l'usine ATO-emballage à St-Chamond ; 60 licenciements à Sigma-Diesel à Vénissieux ; 67 licenciements aux papèteries Oussedat-Grey à Corbas et Vénissieux où la CGT déclare dans un communiqué avoir riposté «violemment» : grève de 24 heures à Corbas, débrayage de 2 heures à Vénissieux. Elle propose en outre de «bonnes» solutions au patron : transférer les fabrications de Corbas à Vénissieux «afin de reclasser le personnel de Corbas». Dépôt de bilan de la société Soralco (fonderie d'aluminium à Vénissieux) : les travailleurs, en majorité immigrés, ont engagé l'action.

Trente travailleurs licenciés à l'usine Prost de Givors ; 100 menaces de licenciement à Amtec-France ; 253 licenciements à l'usine Gilmo (soutien-gorges) de Villeurbanne, Crémieu et Cuisery : les travailleurs occupent toujours leurs usines.

Enfin 47 licenciements et une centaine de travailleurs menacés aux usines Potain.

Ce n'est là cependant qu'un bref aperçu de la situation grave pour les travailleurs de la région.

ABAISSEMENT DE LA DURÉE MAXIMALE DU TRAVAIL :

De la poudre aux yeux !

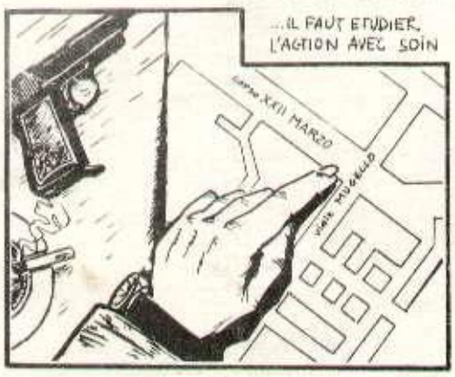
Dans le cadre de ses mesures destinées à se donner un visage «social», le gouvernement vient d'annoncer le dépôt d'un projet de loi abaissant la durée maximale du travail. Elle est ramenée de 57 à 52 heures par semaine et pour une durée consécutive de douze semaines de 50 à 48 heures «sous réserve des cas de dérogation».

Disons d'abord que cette règlementation ne sera pas plus appliquée que l'actuelle. On sait en effet que pour les travailleurs de la route par exemple, 70 ou 80 heures de travail par semaine sont chose fréquente. Ensuite, les ouvriers agricoles sont exclus du projet. Enfin, il est clair que 52 heures de travail par semaine sont inacceptables. Au moment où plus d'un million de travailleurs sont au chômage, où des centaines d'autres sont au chômage partiel, les capitalistes en exploitent d'autres plus de 50 heures par semaine. Telle est la logique de l'exploitation capitaliste.

La revendication pour laquelle la classe ouvrière s'est toujours battue est la semaine de 40 heures sans diminution de salaire. Cela reste à imposer par la lutte.

Justice est faite!

UN EPISODE ILLUSTRÉ DE LA RÉSISTANCE EN ITALIE



A L'ANGLE APPARAÎT CESARINI ET DEUX MILICIENS.

*

LE BOURREAU FASCISTE S'AVANCE ARROGANT, MAIS LA MAIN IMPLACABLE DE LA JUSTICE POPULAIRE EST SUR SA ROUTE.

(à suivre)

PORTUGAL

LES PROSOVIETIQUES DENONCES !

Le chaos politique s'installe au Portugal où le VIè gouvernement a pris acte de son impossibilité de gouverner dans la situation d'anarchie entretenue volontairement par le PCP et les autres forces pro-soviétiques. Le Conseil de la Révolution qui avait décidé de confier au capitaine Vasco Lourenço, partisan de l'indépendance du pays, le contrôle de la région militaire de Lisbonne, a dû revenir sur sa décision. Refusant cette décision, une partie importante des forces armées de cette région s'était placée elle-même en état d'alerte. Othelo de Carvalho qui avait accepté dans un premier temps cette décision est également revenu sur sa position.

Au cours d'une conférence de presse, le pro-soviétique Cunhal a revendiqué vigoureusement la dissolution du VIè gouvernement et la constitution d'un nouveau gouvernement où le PCP et ses alliés trotskystes du FUR seraient majoritaires.

De son côté, le Parti socialiste refuse de rencontrer le PCP, qualifiant le VIè gouvernement de «gouvernement de la dernière chance». Tous les antifascistes et les anti-sociaux-fascistes, partisans de l'indépendance nationale du pays, se préparaient à organiser dans la journée de dimanche de puissantes manifestations de soutien au VIè gouvernement.

Commentant la situation, le capitaine Vasco Lourenço a affirmé samedi que, parmi les commandants d'unité qui ont contesté sa nomination, il y en a «qui sont nettement fascistes, même s'ils se camouflent sous un déguisement révolutionnaire. Ces éléments savaient que je n'admettrais pas que la situation qu'ils ont créée dans leur unité se maintienne et il est donc logique qu'ils m'aient contesté. En revanche il y a des unités qui m'ont appuyé.»

De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Melo Antunès, a déclaré, au cours de l'interview qu'il a accordée à un hebdomadaire français :

«Je pense que le Parti communiste — comme les partis d'extrême-gauche qui lui sont tactiquement liés — vise effectivement, en ce pays, la conquête du pouvoir. Mais c'est là un objectif à moyen ou long terme, pas à court terme. Je ne crois pas à un coup d'Etat dans l'immédiat. Disons que nous sommes encore dans la première phase, celle de la préparation. L'assaut viendra plus tard... Dans un premier temps, ils utilisent les gauchistes pour donner des coups de boutoir, pour user, pour désorganiser. Dans un second temps, ils peuvent les éliminer et prendre seuls le pouvoir... En fait (les gauchistes) sont utilisés, fatalement : on ne peut pas s'allier avec une organisation puissante, seule cohérente, seule capable de définir des objectifs d'ensemble, de fixer les points d'attaque et les lignes de rupture, sans finalement devenir son instrument. Si indépendants, si hostiles soient-ils, les gauchistes ne sont finalement, pour le PCP, que des troupes de manœuvres.

»... J'ai la preuve de ce que j'avance : nous sommes certains, par exemple, qu'à l'intérieur de l'armée, il y a un plan — un plan communiste — de désorganisation systématique des structures. En même temps, de petits groupes s'installent aux postes clefs, aux endroits opérationnels. Ce sont les militaires gauchistes, non les communistes, qui répandent la propagande contre l'armée «bourgeoise» et qui forment les futurs groupes d'action ponctuels. Mais c'est le Parti communiste qui a dressé le plan d'ensemble et qui a le plus d'intérêt à ce qu'il réussisse — pour en recueillir plus tard les fruits».

Complot soviétique contre la Yougoslavie

Au cours d'une longue émission de la télévision nationale le vice-président collégial de la Yougoslavie, M. Bakaric, a fait une très importante révélation sur les activités subversives de l'URSS dans le pays. Il a en effet annoncé publiquement qu'un parti pro-soviétique illégal avait tenté de se former.

Certains de ses adhérents — au nombre desquels figurerait un membre du Comité central de la Ligue communiste yougoslave — ont été arrêtés. L'enquête effectuée a annoncé M. Bakaric a conclu en la possibilité de liens entre eux d'une part, l'URSS et certains autres pays de l'Est d'autre part. Précisant cette révélation, qui introduit pour la première fois nommément l'URSS dans la dénonciation des éléments hostiles à la Yougoslavie, le vice-président a précisé que la direction yougoslave a demandé des explications à ces pays «*Vous nous assurez tout le temps vouloir avec nous de bonnes relations, et voyez ce que font ces gens !*» telle a été la question posée à Moscou et ailleurs, a-t-il affirmé.

Les positions de ces «néo-kominformistes» qui avaient même tenté de tenir un congrès ont certains points communs avec un article paru dans «Rude Pravo» l'organe du Parti tchécoslovaque. Ils demandent une «*intervention de l'extérieur afin de pouvoir prendre le pouvoir*».

Voilà qui lève un coin du voile sur les complots subversifs que les sociaux-impérialistes cherchent à fomenter dans les pays qui résistent à leurs prétentions hégémoniques !

Nouvelles brèves

LIBAN
LES SUPERPUISSANCES FINANCENT LA GUERRE CIVILE

Charif Al Akhaoui, l'annonceur de Radio-Liban devenu «La voix et la conscience du peuple», a révélé que certains «combattants» de la guerre civile libanaise touchent 400 livres libanaises (170 dollars environ) par mois et n'ont par conséquent aucun désir de voir la vie reprendre son cours normal.

Dans une interview publiée samedi par la «Revue du Liban», Charif Al Akhaoui affirme que «les extrémistes ne veulent pas que les combats cessent parce qu'ils y trouvent leur gagne-pain», et apporte à l'appui de cette affirmation un témoignage personnel :

«Il m'est arrivé de rencontrer à l'un des barrages installés dans les rues de Beyrouth un menuisier que je connaissais bien. Comme je l'interrogeais sur les raisons de sa présence en un tel lieu, il m'a dit : "Mon atelier a été détruit et je n'ai plus aucune source de revenus. Ici, on me donne deux paquets de cigarettes par jour et je touche 400 livres par mois. De plus, ma famille, en cas d'accident, est assurée pour la vie."»

Charif Al Akhaoui ajoute que «les conditions sont plus avantageuses encore sur les lignes de front».

Mais depuis vendredi, la voix de Charif Al Akhaoui ne se fait plus entendre sur les ondes de la radio libanaise. Ne serait-ce pas à cause de ces révélations sur les activités subversives des superpuissances dans son pays ?

▼

SIONISME ET JUDAISME

«Les Nations unies ont condamné le sionisme. Les Nations unies n'ont pas condamné le judaïsme» souligne une page publicitaire publiée vendredi dans le «New-York Times» par le «Bureau d'information arabe».

«C'est le sionisme et non pas le judaïsme qui est en procès aujourd'hui, précise ce placard publicitaire qui insiste sur la différenciation devant être établie entre sionisme et judaïsme. «Les droits des juifs sont sacrés comme tous les droits de l'homme le sont, mais aucune idéologie politique et aucun Etat ne sont intrinsèquement sacrés ou profanes même s'il s'agit du sionisme ou d'Israël», écrit le «Bureau d'information arabe».

▼

UN NOUVEL AMBASSADEUR ALBANAIS EN FRANCE

Nous avons appris la récente arrivée à Paris de Son Excellence Dhimiter Lamani, ambassadeur de la République populaire d'Albanie en France, nommé en remplacement de S.E. Javer Malo, appelé à d'autres fonctions.

Le nouveau représentant de l'Etat et du peuple frère albanais dans notre pays occupait précédemment les mêmes fonctions à Belgrade, en Yougoslavie.

Nous lui présentons nos compliments de bienvenue ainsi qu'à madame Dhimiter Lamani, avec qui il donne le 28 novembre prochain une réception à l'occasion du XXXIè anniversaire de la libération de l'Albanie et de la victoire de la République populaire.

IL NOUS FAUT 25 MILLIONS LE 15 JANVIER :

UTILISER LES CARTES POSTALES DE SOUTIEN !

Bientôt nous ouvrirons la campagne de souscription pour le quotidien.

Rassembler 25 millions du premier décembre au 15 janvier, c'est là son objectif qui, réalisé, doit nous permettre de mettre le quotidien dans les kiosques de la région parisienne et de province au plus tôt.

Pour organiser la souscription, les moyens ne manquent pas : il y a le calendrier 76 dont la diffusion est rapide ; il y a aussi les cartes postales. Pour l'un comme pour les autres, il ne s'agit pas de «marchandises» que nous vendons, mais bien d'un support à la souscription. Nos cartes postales ne sont pas des cartes comme les autres ; il faut le dire largement. Se les procurer, c'est apporter un soutien financier à notre quotidien.

On nous a dit parfois : «Vos cartes postales coûtent cher». C'est vrai, si on les considère comme des cartes postales qui se vendent dans un tabac ou une papeterie, elles coûtent cher. Mais ce ne sont pas des cartes comme les autres. Autant par leur présentation que par l'objectif que nous poursuivons en les diffusant.

Leurs thèmes ? La presse révolutionnaire, les luttes d'aujourd'hui : l'une évoque la Commune, quatre les luttes internationales et le socialisme en Chine et en Albanie, l'une la Résistance, les luttes populaires en France ; la dernière enfin montre notre camarade François Marty entre le président Mao et le camarade Chou En-lai. Autant dire : huit cartes, huit documents intéressant les luttes dans le monde et ici même, huit façons de faire connaître nos idées. Et de manière plus large que le quotidien. Devons-nous nous priver de ce moyen-là ?

C'est aussi un moyen facilement utilisable pour associer nos amis — même assez lointains — au soutien au quotidien. Leur diffuser une ou plusieurs cartes, les solliciter pour en diffuser autour d'eux, c'est une bonne façon de les «mettre dans le coup» de notre effort. C'est sûr, il y a des centaines de gens prêts à nous aider de cette façon. Pourquoi se priver de leur appui, qui est la chose la plus précieuse qui soit ?

A cette époque de fin d'année, c'est encore de tradition, on écrit à ses proches, à ses amis : utiliser les cartes de soutien au quotidien, n'est-ce pas — aussi — leur donner de nos nouvelles, leur dire ce qui compte pour nous ?

Il y a de nombreuses manières d'utiliser les cartes postales. N'en négligeons aucune ! Se les procurer auprès de l'administration du journal ou des militants diffuseurs (la pochette de 8 cartes : 20 F).

UNE RENCONTRE FRUCTUEUSE ENTRE DES REPRÉSENTANTS DU P.C.M.L.F. ET DU GROUPE «LE TRAVAILLEUR»

Communiqué.

Le 7 novembre, des délégations du groupe «Le Travailleur» et du «Parti communiste marxiste-léniniste de France» se sont rencontrées pour la seconde fois avec la volonté de contribuer à l'édification d'un Parti marxiste-léniniste unique en France. La rencontre s'est déroulée dans un esprit fraternel, les deux délégations ayant le souci de partir du désir d'unité pour parvenir à une unité supérieure.

Les deux délégations ont procédé à un échange de vues fructueux sur plusieurs questions :

1) Sur la question de la voie à suivre pour l'unification des marxistes-léninistes, les deux délégations sont tombées d'accord pour souligner que le primordial c'est l'unité idéologique dans l'application du processus «Unité-critique et autocritique-unité». Sans le désir d'unité et l'accord commun avec les principes généraux marxistes-léninistes, il est impossible de parvenir à l'unité politique, puis en dernière phase, à l'unité organisationnelle entre les diverses formations se réclamant du marxisme-léninisme.

2) Sur l'analyse de la situation en France et de la contradiction principale dans notre pays, les deux délégations se sont trouvées d'accord sur le fait que la contradiction principale en France aujourd'hui passe entre la bourgeoisie et le prolétariat et que la classe ouvrière et les masses populaires doivent renverser par la révolution violente la dictature bourgeoise et lui substituer la dictature du prolétariat.

3) En raison de la situation mondiale caractérisée notamment par la rivalité des deux superpuissances ayant l'Europe comme enjeu stratégique, et débouchant sur une guerre mondiale, les deux délégations ont affirmé leur volonté commune de combattre les deux superpuissances et de défendre l'indépendance nationale. Elles sont tombées d'accord pour reconnaître que la supériorité militaire du social-impérialisme russe sur les États-Unis et son masque «socialiste» en font le danger principal actuellement en Europe.

4) Analysant le révisionnisme moderne, les deux délégations ont déclaré que le caractère général du révisionnisme, c'est d'être l'idéologie représentant la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, et que de plus son caractère nouveau aujourd'hui, c'est d'être l'allié historique du social-impérialisme russe.

5) Les deux délégations sont tombées d'accord sur la nécessité de mener un travail syndical dans la classe ouvrière pour lutter efficacement contre le capitalisme et pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme et l'éduquer dans la voie du marxisme-léninisme.

6) Les deux délégations ont souligné la nécessité pour les marxistes-léninistes de forger leur unité dans l'action et de prendre par conséquent des initiatives pour mobiliser et organiser les ouvriers et l'ensemble des masses populaires dans leurs luttes quotidiennes contre le capitalisme et le révisionnisme pour la Révolution prolétarienne.

Les deux délégations ont estimé enfin que les discussions entre les diverses formations marxistes-léninistes doivent se poursuivre dans l'esprit qui les a animées toutes les deux jusqu'à présent.

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : ..... PRENOM : .....

AGE : ..... PROFESSION : .....

ADRESSE : .....

.....

SIGNATURE :

BULLETIN D'ABONNEMENT
(ECRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITE DU BULLETIN)

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	☐ 32 F	☐ 60 F
3 mois	☐ 85 F	☐ 180 F
6 mois	☐ [illegible]	☐ 360 F
Soutien	☐	☐ 500 F

CCP : L'H[illegible]NITE ROUGE N° 3[illegible] [illegible]a Source

CORSE:

Puissant mouvement pour la libération des emprisonnés

La Corse unie a exigé durant trois jours avec force la libération d'Edmond Siméoni emprisonné à la suite des actions menées à Aléria et à Bastia contre les gros propriétaires terriens de l'État capitaliste.

Les trois journées d'action organisées par les comités antirépression ont été un grand succès.

Vendredi la grève générale a été suivie unanimement malgré l'opposition de la CGT à la grève. La journée de samedi a été entièrement consacrée à déposer des motions dans les préfectures d'Ajaccio et de Bastia et dans les sous-préfectures de Corte, Calvi et Sartèse pour exiger la libération d'Edmond Siméoni et l'arrêt des poursuites contre ceux qui sont accusés d'avoir participé aux événements d'Aléria.

Enfin dimanche, le rassemblement d'Aléria a regroupé plus de 1500 personnes. Les orateurs se succédèrent sur une plate-forme de camion utilisée comme tribune tandis que des manifestants brandissaient le drapeau corse. Ce rassemblement se tenait trois mois, jour pour jour, après l'occupation de la cave vinicole du gros propriétaire, Delpeille, et l'assaut donné par les gendarmes. Les représentants du comité antirépression, de l'Union des lycéens corses prirent notamment la parole. Puis l'intervention centrale fut faite par Max Siméoni, le frère d'Edmond Siméoni qui, au nom de la coordination des comités de soutien aux Corses emprisonnés rappela le déroulement des événements d'Aléria et dénonça le faux «apaisement» voulu par le pouvoir.

«*L'apaisement : non, il ne s'agit pas de cela*, a dit Max Siméoni, *mais d'une insidieuse attitude que mène le pouvoir pour brouiller les cartes, la satisfaction des petits intérêts particuliers et le mépris de l'intérêt général de la Corse.*

«*Pendant que l'on cherche ainsi*, a-t-il ajouté, *à démobiliser l'opinion autour du vrai problème, on essaie aussi de la diviser contre elle-même. Pour tenter cette malhonnête opération, on a multiplié en Corse la présence de personnages douteux, chevaliers de toutes les ténèbres de la police et de la politique qui s'infiltrent où ils peuvent, manipulent les simples et les naïfs, qui créent des mouvements comme "Justizia et liberta" et "Justizia et morandina".*

Barbouses, SAC et autres gens de corde, s'est écrié le leader autonomiste, *se sont abattus sur cette île comme si tant de fonctionnaires bornés, hostiles, mesquins et provocateurs ne suffisaient pas*».

En conclusion de son discours, le Docteur Siméoni a évoqué le problème de la détention de son frère Edmond et du jugement prochain des autres autonomistes impliqués dans l'affaire d'Aléria : «*Nous ne voulons pas une justice de faveur ou de compromis. On ne négocie ni la justice, ni la liberté. Le peuple corse exige que les siens soient libérés des barreaux ou de la peur puisqu'ils n'ont rien fait pour que coule le sang.*»

Suite de la page 1

de toutes les forces démocratiques espagnoles. Puis il tente de procéder immédiatement au vote d'une motion. Un facteur, responsable CFDT de la distribution, exige la parole et l'obtient. Il fait la déclaration suivante :

«*Les préposés CFDT de la distribution et leurs responsables ne sont mis au courant qu'à l'instant de la décision gouvernementale et de la proposition d'action de la CGT. Ils se sont mis d'accord sur la position suivante en cinq minutes.*

»*Franco, le bourreau des travailleurs et des peuples d'Espagne, est mort. Nous nous réjouissons de cette mort et partageons la joie des travailleurs et des peuples d'Espagne. (Applaudissements...) Mais si aujourd'hui Franco est mort, le fascisme en Espagne lui n'est pas mort ! (Applaudissements, cris d'approbation...) Il se perpétue avec Juan Carlos qui se prépare à restaurer la monarchie en se faisant sacrer roi. Il s'installe au pouvoir sur la base de l'assassinat de la République entre 1936 et 1939 par les généraux fascistes et nazis. Juan Carlos et la monarchie ne sont que les héritiers et les continuateurs du régime fasciste de Franco.*

»*Aujourd'hui la répression contre les masses populaires en Espagne est toujours aussi féroce. Des hommes et des femmes sont arrêtés, emprisonnés, battus, torturés, assassinés presque tous les jours. Nous n'oublions pas les récentes condamnations à mort et exécutions de nos camarades du FRAP et de l'ETA. (Applaudissements) Nous nous souvenons également que pendant la guerre civile d'Espagne les postiers de Paris RP en particulier, les postiers de Paris et de France se sont toujours rangés du côté des républicains espagnols contre le fascisme. Forts des traditions internationalistes et de classe des postiers de Paris et de France, nous condamnons toute continuation du fascisme sous quelque forme que ce soit.*

»*Nous proposons une délégation de masse auprès du receveur principal :*

– d'une part pour exiger que le drapeau ne soit pas mis en berne à Paris RP et protester contre la décision du gouvernement ;

– d'autre part pour condamner la présence prévue de Giscard au sacre de Juan Carlos et soutenir la juste lutte des travailleurs et des peuples d'Espagne contre le fascisme et pour la rétablissement de la République.»

L'intervention de la CFDT est chaleureusement applaudie, montrant ainsi les profondes convictions antifascistes des facteurs et préposés-acheminement. Cependant la CGT ne prend pas en compte la proposition de délégation de masse, permettant ainsi à l'encadrement d'intervenir et de faire procéder par les facteurs aux travaux préparatoires à la distribution (tri et coupage des quartiers). Il est alors décidé que deux délégués se rendront auprès du receveur principal au retour de la première distribution à 8heures 45. Une première demande d'audience est repoussée : le receveur principal serait en conférence. Les deux délégués se rendent auprès de son chef de cabinet. Ils se font l'écho de la détermination des facteurs et affirment catégoriquement que les postiers considèreraient un refus d'audience comme une fin de non-recevoir et une caution au fascisme. A peine redescendus sur leur lieu de travail les deux délégués sont rattrapés par un cadre dirigeant de la distribution : «Le patron vous reçoit sur le champ !» Rappelant la position extrêmement ferme de l'AG du matin ainsi que le long passé antifasciste des postiers de Paris RP, la délégation obtient du receveur principal l'assurance qu'aucun drapeau ne sera mis en berne et que la protestation sera transmise au secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications.

C'est une bataille gagnée par les postiers sur la bourgeoisie au pouvoir. C'est un nouvel échec des tentatives des dirigeants du PCF visant à utiliser la masse des postiers et la section CGT pour imposer leur ligne révisionniste bourgeoise, apparaître comme étant soi-disant les seuls antifascistes et faire adopter à la CFDT une attitude suiviste. Les réactions de mauvaise humeur de certains membres du PCF sont à cet égard très significatives. Cela se comprend d'autant mieux que c'est la deuxième fois en quelques mois que leurs manœuvres pour imposer leur ligne révisionniste sont tenues en échec. La motion-lettre en date du 20 août 1975 adressée par la section CFDT de Paris RP aux responsables PCF de l'entreprise sur la situation au Portugal est là pour en témoigner :

«*La section CFDT de Paris RP a été contactée verbalement ce matin par deux membres du PCF de Paris RP, qui ont proposé une rencontre PC–PS-CGT-CFDT pour lancer un appel commun sur la situation au Portugal.*

»*Réunie en assemblée générale extraordinaire, la commission exécutive de la section CFDT de Paris RP, après un débat démocratique sanctionné d'un vote, oppose une fin de non-recevoir à cette proposition pour les raisons suivantes.*

La section CFDT estime que le PCP entrave gravement le processus de démocratisation et la marche au socialisme au Portugal, en se livrant à des pratiques antipopulaires : élaboration d'un plan d'occupation militaire des établissements postaux lors de la dernière grève générale des postiers portugais, non-respect des dernières élections, usurpation de mandats politiques à tous les niveaux de décision, syndicat unique imposé aux travailleurs par le sommet, emprisonnement de militants d'organisations d'extrême-gauche, affaire Republica, etc.

»*La section CFDT, consciente de ses devoirs anti-impérialistes, désapprouve la lenteur du processus de décolonisation en Angola, entretenue par le gouvernement actuel : elle rappelle à ce sujet que les forces militaires portugaises occupent toujours ce pays.*

»*La section CFDT s'élève contre les tentatives d'ingérence des USA et de l'URSS au Portugal : installation ou renforcement de bases militaires, manœuvres navales au large du pays.*

»*La section CFDT considère que la lutte contre le fascisme passe par la mobilisation des masses et non par des coups de fusils tirés sur des manifestants opposés à la ligne politique du PCP.*

»*La section CFDT écarte dès maintenant l'accusation d'anticommunisme qui pourrait lui être portée : elle rappelle à ce sujet les positions de principe des Républiques populaires de Chine et d'Albanie ainsi que les critiques formulées à l'encontre du PCP par les partis communistes roumain, yougoslave, espagnol et italien.*

»*Pour toutes ces raisons la section CFDT ne sera pas présente à la réunion prévue.*»

A cette époque tous ceux qui défendirent cette position, syndicalistes sans-parti, adhérents du PS, marxistes-léninistes, militants du PCMLF furent traités par les dirigeants du PCF de «fascistes en herbe, voyous maoïstes, complices de la CIA». La preuve est faite aujourd'hui que tous ces camarades luttant contre le social-fascisme et le social-impérialisme apparaissent également comme les antifascistes les plus conséquents et les plus résolus à un nombre croissant de travailleurs de Paris RP.

Correspondant H.R.

A BAS LE FRANQUISME SANS FRANCO !

TOUS DANS LA RUE, JEUDI 27 NOVEMBRE à 18 heures 30
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

A l'appel du FRAP, de l'Humanité Rouge, de l'UCF (m-l), du PCR (m-l), de la JCMLF, de l'UCJR.

Directrice de publication : Suzanne Marty CPPP : No 47291 Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 4è trimestre 1975